



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT

90 chemin des Granges Bas
88400 Gérardmer

Références : S-23-845RP

Code AIOT : 0006204550

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT implanté 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection qui fait l'objet du présent rapport s'appuie sur les textes suivants :

- décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 qui crée la rubrique n° 3750 (traitement des eaux résiduaires) de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté préfectoral n° 2639/2008 du 13 août 2008 autorisant le GIE du Noir Ruxel à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure n° 107/2022 du 04 novembre 2022.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Il s'est aussi agi de vérifier le respect de la mise en demeure susvisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIE DU NOIR RUXEL - PARMENTELAT
- 90 chemin des Granges Bas 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006204550
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La site est une station d'épuration qui recueille les effluents de la société Parmentelat René et Fils.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Bilan de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conditions de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Saisie de l'autosurveillance (suite mise en demeure)	Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 1	/	Sans objet
3	Coloration de la zone de mélange	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2	/	Sans objet
5	Caractéristiques des rejets	Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1	/	Sans objet
7	Situation vis à vis de la rubrique 3750	Décret du 02/05/2013	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'est pas en mesure de donner des explications détaillées et argumentées quant aux multiples dépassements des normes de rejets de janvier et février 2023. Par ailleurs, l'exploitant assure le recueil des épanchements accidentels de la société Parmentelat ; la question se pose du fonctionnement de la station d'épuration en ce cas.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Saisie de l'autosurveillance (suite mise en demeure)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société GIE du Noir Ruxel est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté d'assurer une saisine mensuelle de ses relevés d'autosurveillance.
Constats : L'inspection a vérifié que depuis cette mise en demeure, l'exploitant renseigne mensuellement la plate-forme d'autosurveillance GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1er avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan de fonctionnement de sa station de l'année. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins : <ul style="list-style-type: none">- les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés ;- une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté ;- un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise ;- un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process, ...) ;- une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.
Constats : Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas transmis le bilan de fonctionnement 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Coloration de la zone de mélange

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En un point représentatif de la zone de mélange à l'aval de la ZNIEFF, le rejet ne devra pas générer de coloration visible du milieu.
Constats : L'inspection a constaté que les eaux rejetées par la station d'épuration ne sont pas colorées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.
Constats : L'exploitant transmet mensuellement ses données d'autosurveillance. En revanche, il a été constaté que les dépassements de rejets des mois de janvier et février 2023 n'ont donné lieu à aucun commentaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Caractéristiques des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• température : < 30°C ;• 5,5 < pH < 8,5 ;• débit : 1000 m³/j ;• MES : < 35 mg/L et flux < 38,5 kg/j ;• DBO5 : < 30 mg/L et flux < 33 kg/j ;• DCO : flux < 246 kg/j (flux mensuel < 205 kg/j) ;• NGL : < 10mg/L ;• AOX : < 1 mg/L ;• P : < 10 mg/L. Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens, de 24heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.
Constats : Les déclarations d'autosurveillance déposées par l'exploitant sur la plate-forme GIDAF font état au cours des mois de janvier et février des dépassements suivants : <ul style="list-style-type: none">- NGL : rejet moyen de 38,5 mg/L en janvier 2023 et de 18,5 en février 2023 ;- pH : jusqu'à 9 au cours des mois de janvier et février 2023 ;- MES : 9 jours de dépassement (de 35 à 66 mg/L) au cours du mois de janvier et des dépassements pendant tout le mois de février 2023 (de 36 à 52 mg/L). Depuis lors les données d'autosurveillance, corroborées par les contrôles trimestriels effectués par le bureau de contrôle ASPECT ne font plus état de dépassements majeurs. L'exploitant justifie ces dépassements par une remise en service difficile de la station d'épuration pendant la période froide des mois de janvier et février. cf. constat liée à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/08/2008, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation de traitement est conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations qui lui sont raccordées.
Constats : La justification apportée par l'exploitant au constat lié à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008 est que les dépassements de rejets sont liés à un redémarrage difficile de la station d'épuration après la période d'arrêt des fêtes de fin d'année. Cette difficulté serait en lien avec les températures froides des mois de janvier et février. Cette justification disconvient aux prescriptions du présent article. Il convient donc que l'exploitant élabore une procédure qui assure un fonctionnement optimal de la station d'épuration quelles que soient les conditions météorologiques. Par ailleurs, la station gérée par le GIE du Noir Ruxel est désignée pour recevoir les épanchements accidentels de produits chimiques de l'exploitant Parmentelat ; à ce titre, elle jouerait le rôle de bassin de rétention. Il est demandé à l'exploitant de démontrer que la station d'épuration est apte à faire face dans sa capacité de traitement aux produits chimiques accidentellement déversés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Situation vis à vis de la rubrique 3710

Référence réglementaire : Décret du 02/05/2013
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Inscription de cette société dans la rubrique n° 3710 : Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V.
Constats : Le GIE du Noir Ruxel traite exclusivement les eaux issues de la SA Parmentelat. Cette société relève de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V pour la rubrique IED n° 3620 (Prétraitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisation) ou teinture de fibres textiles ou de textiles, avec une capacité de traitement supérieure à 10 tonnes par jour). De ce fait, le GIE du Noir Ruxel relève de la rubrique 3710. Il convient d'acter ce fait par l'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport et qui modifie le tableau de nomenclature de cette société.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet